



EDITORIAL

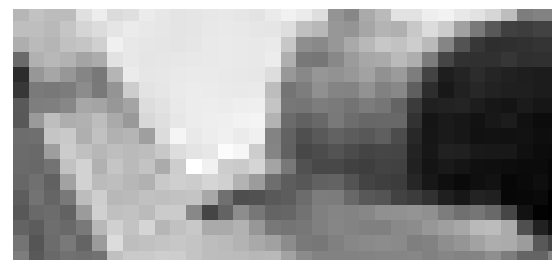


FOTO: FLICKR

SUFFRAGE

Pour un suffrage plus universel

Renée Wagener

Lundi prochain, le 90^e anniversaire de l'introduction du suffrage universel au Luxembourg passera sans tapage médiatique. Une occasion manquée de relancer le débat sur une citoyenneté toujours incomplète.

Dans l'histoire contemporaine luxembourgeoise, le référendum de 1919 sur la forme de gouvernement et sur l'union douanière occupe une place importante. Par contre, la tenue des premières élections selon le suffrage universel, le 26 octobre 1919, est restée en retrait. Les jubilé de l'introduction du droit de vote pour tous les hommes et toutes les femmes de nationalité luxembourgeoise sont passés inaperçu : ni fêtes, ni analyses historiographiques ne les ont accompagnés.

Pourtant, on pourrait croire qu'il s'agissait d'une date importante. En même temps que beaucoup de pays avoisinants, le Luxembourg ne s'est pas seulement débarrassé du suffrage censitaire, qui excluait les couches sociales sans fortune, mais il a également concédé aux femmes les mêmes droits politiques qu'aux hommes. Ce fut, après la création des premiers lycées de jeunes filles, un moment important de leur émancipation qui s'accomplissait formellement avec l'abolition, en 1972, du traitement de la femme mariée comme mineure. Et puis 90 ans de droits de vote, c'est aussi 90 ans de présence de femmes à la Chambre. Jusqu'à ce qu'il y a 20 ans, les « gender studies » commencent à prendre pied au grand-duché, on avait presque oublié qu'avec Marguerite Thomas-Clement, une femme socialiste s'était fait élire députée aux élections du 26 octobre 1919.

Une grande date donc, la naissance d'une véritable citoyenneté au Luxembourg. Ou presque. Car ce suffrage dénommé universel n'en est

toujours pas un. C'est une banalité de constater qu'aujourd'hui, presque la moitié des femmes et des hommes adultes vivant au Luxembourg sont exclu-e-s du droit de vote national. En fait, nous sommes toujours sous un système censitaire, sauf qu'il ne fonctionne plus selon le critère des impôts, mais selon celui de la nationalité. Et on ne parle même pas ici des restrictions d'âge ou du phénomène du travail transfrontalier, qui fait que de nombreuses personnes participent à la vie quotidienne au Luxembourg sans être intégrées dans le processus de décision politique.

Hommes et femmes du monde culturel, économique ou politique, jusqu'à M. Juncker himself, ont déploré cet état de fait, certains n'hésitant pas à invoquer l'analogie de la situation luxembourgeoise avec le système de l'Apartheid. Mais où restent donc les démarches concrètes pour en arriver à un suffrage véritablement universel ? Ni grands, ni petits partis n'introduisent des initiatives dans ce sens au parlement. Pas d'action concrète non plus au niveau de la société civile et des ONG.

En 1984, des personnalités de tous bords avaient signé un appel pour l'introduction du droit de vote communal aux personnes immigrées. Cette action créait une véritable pression sur les partis majoritaires d'alors pour démocratiser le droit de vote. Plus d'un quart de siècle plus tard, n'est-il pas temps de s'attaquer au droit de vote national ?

Afin de commémorer le droit de vote des femmes, le Conseil National des Femmes du Luxembourg et le Cid-Femmes invitent à l'inauguration d'une plaque commémorative, mardi, le 27 octobre 2009 à 14h30, sur le parvis du bâtiment de la Chambre des Député-e-s.

NEWS

Manifestations paysanes: Le lait bout **p. 3**

Bankgeheimnis: Deine Rede sei nein, nein **S. 4**

Een Häerz fir kriibskrank Kanner: Une affaire troublante **p. 5**

REGARDS

Klimagipfel: Hausaufgaben nicht gemacht **S. 6**

Frankfurter Buchmesse: Welt im Taschenformat **S. 8**

Bande dessinée: Ivre d'histoire **p. 10**

Jargon der Eigentlichkeit: Auserwählte Sprachkünstlerin **S. 13**

Deutschland: Stress im Saarland **S. 14**